

LEADER DE L'EXPERTISE COMPTABLE

DCG 5

RÉFORME
2026-2027



Économie contemporaine

CORRIGÉS

L. Charles
J. Coquet
C. Kurowska
C. Mailhos-Gros

4^e édition



- Corrigés détaillés
- Justification des quiz et QCM
- Décryptage des mises en situation

DUNOD

DCG 5

Économie contemporaine

Corrigés

RÉFORME
2026-2027



Léo Charles

Maître de conférences
en sciences économiques

Josiane Coquet

Agrégée d'économie et gestion
Membre des jurys d'examen

Carine Kurowska

Agrégée d'économie et gestion
Membre des jurys d'examen

Corine Mailhos-Gros

Agrégée d'économie et gestion
Membre des jurys d'examen

DUNOD
leader de l'expertise comptable

Maquette de couverture et maquette intérieure :
Yves Tremblay



NOUS PROTÉGEONS LE DROIT D'AUTEUR :

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins
d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite
conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Toute reproduction ou diffusion de cet ouvrage, même partielle,
sans autorisation, est strictement interdite.

Le piratage porte atteinte au travail des auteurs
et fragilise l'ensemble de la chaîne du livre.

En partageant ou reproduisant ce livre illégalement, vous mettez
en danger celles et ceux qui le créent, le produisent et le diffusent.

SOMMAIRE

PARTIE 1 Appréhender les fondements de la science économique

Chapitre ❶	L'objet de la science économique	5
Chapitre ❷	Les principaux faits de l'histoire économique	12
►	Partie 1 : Cas de synthèse	15

PARTIE 2 Comprendre le fonctionnement des marchés

Chapitre ❸	Les dynamiques des marchés concurrentiels	22
Chapitre ❹	Concurrence imparfaite et défaillances de marché	30
►	Partie 2 : Cas de synthèse	36

PARTIE 3 Identifier les opérations de financement de l'activité économique

Chapitre ❺	Les agents du système financier et leurs comportements	40
Chapitre ❻	Les circuits de financement de l'économie	47
►	Partie 3 : Cas de synthèse	57

PARTIE 4 Identifier les enjeux de la croissance économique

Chapitre ❼	Mesure et déterminants de la croissance économique	61
Chapitre ❽	Finalité, limites à la croissance et développement durable	71
►	Partie 4 : Cas de synthèse	84

PARTIE 5 Analyser la régulation publique

Chapitre ❾	Les rôles de l'État et les différents niveaux de l'action publique	91
Chapitre ❿	Les politiques économiques conjoncturelles et structurelles dans un cadre européen	96
►	Partie 5 : Cas de synthèse	105

PARTIE 6 Analyser les déséquilibres sociaux et leur régulation

Chapitre 11 Les déséquilibres du marché du travail et leur régulation 109

Chapitre 12 Les politiques de redistribution face aux risques sociaux
et aux inégalités sociales 117

► Partie 6 : Cas de synthèse 128

PARTIE 7 Identifier les effets et les enjeux de la mondialisation des économies

Chapitre 13 Caractérisation du commerce mondial 135

Chapitre 14 Les politiques commerciales 139

Chapitre 15 Les enjeux de la gouvernance mondiale : justifications,
modalités et limites 142

► Partie 7 : Cas de synthèse 154

L'objet de la science économique

Mise en situation

1. Quelle ressource (à caractériser) est concernée dans ce document ?

Le document fait référence à l'eau et plus précisément l'eau potable.

Cette ressource est au départ un bien libre (eau de pluie) qui est devenu économique en raison de sa raréfaction (insuffisance de cette ressource par rapport aux besoins exprimés) et des nécessaires traitements face à la pollution.

L'eau potable nécessite un travail humain. C'est une ressource matérielle, naturelle renouvelable.

2. Quels agents économiques sont touchés par la raréfaction de cette ressource ?

Les agents économiques touchés sont les ménages (habitants des différents États), les administrations publiques notamment locales (municipalité de Pékin), mais également centrales (EAU, Qatar, etc.), les sociétés non financières consommatrices d'eau, mais aussi celles qui en assurent la gestion et le recyclage ou le dessalement.

3. Quels arbitrages sont mis en œuvre ?

Parmi les choix économiques, on retrouve ceux des consommateurs en matière de limitation de leur consommation et des gaspillages éventuels d'eau potable. Les municipalités investissent dans des infrastructures de recyclage et de captation des eaux de pluie (ex. : Mexico). Elles s'interrogent également sur les agents économiques à privilégier en matière d'accès à cette ressource.

Un dernier arbitrage existe entre les enjeux économiques et environnementaux. Le dessalement de l'eau étant source de nombreux effets négatifs (externalités négatives) sur l'environnement.

Évaluer les savoirs

1 QCM

1. c. L'eau est une ressource tangible naturelle (issue de la nature) et renouvelable grâce au cycle de l'eau.

2. a, c. La science économique étudie les choix dans un univers de rareté. Or, cette rareté est une contrainte. Dans un univers de ressources illimitées, les choix économiques ne sont pas nécessaires.

3. a, b, c. La science économique étudie les choix dans un univers de rareté. Les besoins des agents économiques sont illimités et font face à des biens pour la plupart en quantité limitée, et donc économiques. Dans un univers de ressources illimitées (biens libres), les choix économiques ne sont pas nécessaires.

4. **b, e.** Les administrations publiques proposent des services à titre gratuit ou quasi gratuit, correspondant à une production non marchande. Elles représentent l'intérêt général. La proposition c. concerne les institutions financières et la d. les ménages.
5. **a, c, d.** Les SNF et SF proposent des services dont les prix sont supérieurs à 50 % des coûts de production. Les entrepreneurs individuels sont considérés comme des ménages et proposent des services marchands. Les ISBLSM proposent des services non marchands.
6. **a, c.** Auchan est une société non financière qui propose des services marchands dont la valeur ajoutée est mesurée par la formule suivante : $CA - \text{Consommations intermédiaires}$.
7. **a, b.** Les trois revenus primaires cités dans les réponses a. et b. correspondent à la définition de la répartition primaire. Les profits forment 1/3 de la valeur ajoutée derrière les revenus du travail qui représentent plus de 50 % de la valeur ajoutée.
8. **d.** La tertiairisation de l'économie a conduit à plus de 75 % des emplois dans le secteur des services et des activités commerciales.
9. **a, b.** La tertiairisation de l'économie se traduit par une augmentation de l'importance économique du secteur des services et de nombreuses créations d'emplois au détriment des secteurs primaire (agricole) et secondaire.
10. **b.** L'Allemagne a plus de 20 % de sa valeur ajoutée dans le secteur industriel, devant l'Italie où le secteur industriel prend une part plus importante qu'en France.
11. **a, b, d.** Certaines régions industrielles dans le nord et l'est de la France (sidérurgie, industrie minière, etc.) furent touchées par la désindustrialisation, ce qui a accru les inégalités économiques et sociales par rapport aux autres régions qui étaient moins industrialisées.

2 Connaître les notions

Associez chacune des notions à la définition correspondante.

1. **d.** Bien économique : un bien ou service produit par l'homme, destiné à satisfaire un besoin rare.
2. **g.** Science économique : discipline qui cherche à résoudre le problème de l'allocation (répartition) des ressources rares.
3. **a.** Ménages : agents économiques dont la fonction principale est de consommer et d'offrir leur force de travail (hors les entreprises individuelles).
4. **f.** Administrations publiques : agents économiques dont la fonction est de produire des services non marchands et de redistribuer des revenus.
5. **b.** Valeur ajoutée : richesse créée par une entreprise, correspondant à la différence entre son chiffre d'affaires et ses consommations intermédiaires.
6. **h.** Répartition primaire des revenus : partage des revenus issus directement de la création de richesses lors de la production sous la forme de salaires, profits, intérêts, loyers...
7. **c.** Tertiairisation : processus d'augmentation de la part du secteur des services dans l'emploi et la production.
8. **e.** Désindustrialisation : baisse de la part de l'industrie dans l'emploi et le PIB, notamment à la suite de délocalisations et de mutations technologiques.

Maîtriser les compétences

3 Associer les agents économiques à des noms

Compétence professionnelle

- **Identifier** les relations entre les différents agents économiques

Pour chacun des cas suivants, vous préciserez le ou les agents économiques concernés et qualifierez économiquement la fonction principale dont il est question.

1. M. et Mme Dupond : ménage.

Opérations : dépense de consommation finale des ménages ; dépense de consommation finale d'un bien marchand non financier.

2. Maxime : ménage ; lycée : administration publique.

Opérations : dépense de consommation finale des administrations publiques individualisables ; consommation finale d'un service non marchand non financier.

3. Mme C : ménage.

Opération : production d'un service non marchand non financier.

4. MAIF : société financière (compagnie d'assurance).

Opération : production d'un service marchand non financier.

5. Crédit Agricole : société financière, et plus précisément une institution financière.

Opérations : opération de crédit ; production d'un service marchand financier.

6. Les Restos du Cœur : ISBLSM ; personnes démunies : ménages.

Opération : production d'un service non marchand non financier.

7. Renault : société non financière.

Opération : investissement, soit de la FBCF.

M. Dupond : ménages (salarié = offre une prestation de services).

4 Les matières critiques en Europe

Compétence professionnelle

- **Identifier** les relations entre les différents agents économiques

1. Mettez en évidence le problème de rareté concernant les matériaux critiques en Europe.

Selon le document 1, les matériaux critiques sont des matières premières indispensables dans le domaine industriel, et particulièrement dans le numérique (industrie du smartphone, doc. 2) et dans la transition énergétique via le développement des batteries électriques et des énergies renouvelables. Cela inclut les terres rares, l'indium, le cobalt, la platine.

Ces matériaux sont considérés comme critiques, car les pays qui exploitent ces ressources (les moyens matériels ou immatériels qui permettent de satisfaire les besoins des agents économiques) sont très peu nombreux (des oligopoles, voire des quasi-monopoles) et les sources d'approvisionnement ne sont pas toujours stables.

Par exemple, le Chili produit 78 % du lithium utilisé en Europe et la Chine 99 % des terres rares, quant au cobalt, 68 % proviennent du Congo (doc. 3). Or, ces produits sont indispensables pour les batteries électriques, notamment dans l'automobile, les aimants permanents.

Ces matériaux critiques sont des ressources matérielles, comme les métaux, ou immatérielles, comme certains composants chimiques (doc. 1). Il s'agit de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables selon les cas. Ils consistent en des biens économiques nécessitant une exploitation.

Ces matériaux critiques font face à un problème de rareté, c'est-à-dire que les ressources disponibles sont supérieures aux besoins (sentiments de manque que l'on cherche à satisfaire) exprimés.

Tout d'abord, du côté des ressources, ces matières premières sont concentrées sur certaines zones géographiques (certains pays), dont certains peuvent faire l'objet d'une instabilité politique conduisant à des variations importantes des quantités offertes.

Au-delà de l'extraction, c'est également le raffinage des matériaux critiques qui est réalisé par un nombre limité d'acteurs économiques, souvent en dehors de l'Union européenne.

De plus, nombre de ces matériaux critiques ne sont pas recyclables, à l'instar des matériaux présents dans les téléphones portables (doc. 2), réduisant ainsi les opportunités d'accroissement de l'offre.

La demande, quant à elle, ne cesse de croître. Par exemple, la demande de lithium, indispensable aux batteries des véhicules électriques, va être multipliée par 10 à 40 entre 2020 et 2040 selon le document 1. Le nombre de smartphones mobilisant des terres rares ne cesse d'augmenter.

Les demandes de l'Europe sont particulièrement dépendantes des approvisionnements hors UE, car beaucoup des matériaux ne sont pas exploités sur le territoire européen.

Le document 4 insiste ainsi sur le risque de pénurie de certains métaux à l'horizon 2050 (lithium, aluminium, etc.) indiquant une insuffisance des ressources face à des besoins grandissants.

2. Expliquez les arbitrages qui sont faits par les agents économiques pour gérer ces matériaux critiques dans le cas des smartphones.

Un arbitrage est un choix économique dans un univers de rareté.

Les agents économiques peuvent être des ménages, des administrations publiques, des sociétés non financières productrices ou utilisatrices de matériaux critiques.

Les ménages peuvent intervenir en modifiant leurs habitudes de consommation en prolongeant l'utilisation des téléphones portables et en recyclant plus systématiquement leurs composants. En effet, selon le document 2, 100 millions de téléphones dormiraient dans les tiroirs des Français.

Les administrations publiques, et plus précisément au niveau européen la Commission, s'interrogent sur les investissements stratégiques à réaliser afin de limiter la dépendance de l'Europe aux matériaux critiques. Ainsi, le document 4 indique que 47 projets d'exploitation de terres rares et de métaux stratégiques sur le sol européen seraient « soutenus » par la Commission européenne.

L'arme réglementaire a également été utilisée avec une loi votée en 2023 pour sécuriser les approvisionnements. Il s'agit notamment de favoriser la filière du recyclage au sein de l'Union européenne.

Les sociétés non financières qui exploitent les matériaux critiques s'interrogent sur l'opportunité d'ouvrir de nouveau des mines en Europe. Quant aux groupes de la filière du recyclage